

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 16 octobre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 5 octobre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0203

Relative à la mise en place d'un droit de préemption au profit de la Collectivité en zone naturelle sensible

L'an deux mille vingt-trois, le seize octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,
Monsieur Saïdou ATTOUMANI donne pouvoir à Madame Zaounaki SAINDOU,
Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI

Conseillères départementales absentes :

Madame Nadjima SAID, Madame Solihir EL HADAD

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** l'article L. 215-1 du code de l'urbanisme ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** le rapport n°2023-01835 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Vu l'avis de la Commission administration générale, transports et transition écologique du mercredi 11 octobre 2023.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1 :** de valider le principe de la mise en place d'un droit de préemption sur les zones naturelles sensibles de l'île de Mayotte au profit de la Collectivité. Le délai de droit de préemption est fixé à 3 mois à compter du lendemain de la réception de la déclaration d'intention d'aliéner par le Conseil Départemental de Mayotte ;
- Article 2 :** de valider la procédure de traitement de purge du droit de préemption comme suit :
- Il faudra se référer aux projets en cours ou à venir du Département pour décider de la préemption ou non. Il faudra donc régulièrement consulter les services internes du Département susceptibles d'être au courant des projets en cours ;
- Si la décision de préempter est décidée, elle se fera au prix de vente. Il sera judicieux de veiller à ce que le prix soit cohérent par rapport aux prix pratiqués dans la zone ;
- La préemption devra se faire dans un délai de 3 mois à compter de la notification. Passé ce délai, il est automatiquement appliqué une renonciation tacite ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI

